

l'économie à la place de la Banque mondiale.

Sans faire totalement confiance aux experts internationaux ou aux « spécialistes », il m'a semblé à Addis-Abeba, en septembre dernier, que certains problèmes, en matière d'érosion par exemple, avaient des causes plus complexes, et que si la question éthiopienne provoque, comme l'indique R. Brauman, « une grande confusion et de vives controverses », le sujet demande une approche moins manichéenne.

Ne voulant pas ignorer la gravité des faits incriminés, *Politique africaine* a accordé à cet ouvrage une place exceptionnellement importante. Mais notre revue souhaiterait disposer d'approches plurielles et vécues du drame éthiopien, et offrira l'hospitalité de ses colonnes aux contributions qui nous seront proposées dans cet esprit.

Étienne Le Roy

## Asie-Afrique : greniers vides, greniers pleins\*

**1** 985 aura été l'année d'une nouvelle guerre pichrocoline entre « tiers-mondistes » et « anti-tiers-mondistes » ! La *Fondation Liberté sans frontières* (LSF) a su fédérer ces derniers et les doter de ce que Madeleine Rebérioux a appelé « un nouveau prêt-à-porter idéologique ».

Entre deux « furieuses batailles », LSF s'est préoccupée de respectabilité scientifique, mobilisant les voix les plus autorisées et les signatures les plus prestigieuses pour « faire avancer la réflexion sur les difficiles problèmes du sous-développement ». Le résultat n'est guère convaincant : ni les analyses ni les propositions n'affichent une extrême originalité. Le propos de base est simple : l'Afri-

que noire est à la traîne ; ses greniers sont vides quand ceux d'Asie sont pleins. Toutes les catégories d'explication, y compris les plus douteuses, sont passées en revue pour tenter d'expliquer une dégradation générale et continue de la capacité productive africaine. L'inaptitude à l'innovation du « paysan sahélien » n'emporte pas plus la conviction que le diagnostic d'incompétence porté sur les cadres africains...

Certains auteurs tentent bien d'aller au-delà de ces caricatures en se demandant par exemple si « grenier plein » signifie nécessairement « ventre plein », ou si l'auto-suffisance alimentaire ne masque pas, dans bien des cas, de profondes inégalités de répartition à l'intérieur d'un pays. Toutes les contributions sont cependant utilisées dans le sens d'un propos d'ensemble qui s'apparente au pro-

\* S. Brunel (études coordonnées par), *Asie-Afrique : greniers vides, greniers pleins*, Paris, Économica, 1986, 192 p.

gramme des grandes institutions financières internationales : on ne remplira les greniers africains qu'en « donnant une place plus importante aux mécanismes du marché », en rendant le jeu de l'économie libérale compatible avec la « tradition » africaine. On pourra se consoler de ce que les riches soient plus riches si les pauvres sont moins pauvres.

Sans doute stabilité politique et continuité administrative constituent-elles des conditions nécessai-

res au redressement, mais il eut été opportun d'affirmer parallèlement l'exigence de démocratie sans laquelle il n'est pas de développement possible. Un tel rappel s'imposait d'autant plus qu'un des invités au colloque d'octobre 1985, à partir duquel l'ouvrage a été construit, fut empêché de s'y rendre ; il était toujours emprisonné au Togo, pays qui, par ailleurs, fait plutôt figure de bon élève par rapport au credo libéral.

Émile Le Bris

## Le « Makaya » gabonais

**S'**IL est un pays africain parmi les anciennes colonies françaises sur lequel on ne sache rien en dehors des caricatures journalistiques, c'est le Gabon. De sa situation économique à sa vie politique, les hagiographes (1) parlent du Gabon comme d'une « cité idéale ». Aussi la tentation est grande de présenter ce pays comme un parangon démocratique, symbole « d'une prospérité infinie et d'une stabilité sans faille ». Pourtant, quand on pénètre la réalité gabonaise (pour ne pas dire librevilloise), on est saisi par le décalage entre les mots et les choses.

La « démocratie gabonaise » est-elle le corollaire de sa « réussite

économique » ? Le quotidien *L'Union*, symbole de cette « démocratie », livre à ses lecteurs un billet quotidien intitulé « Makaya » (2) qui brocarde au fil des titres la classe dirigeante gabonaise : les « Mamadou » (3).

Ce genre n'est pas tout à fait nouveau car dans les années 60, à la radio gabonaise (RTG), passait tous les jeudis à 22 heures une émission intitulée « Désinvolture » qui critiquait déjà les membres du gouvernement. Cette apparente liberté a surpris plus d'un observateur. « Makaya », censé représenter le simple citoyen gabonais, exprime donc publiquement ce que tous les Gabonais pensent tout bas. « Makaya » étant tout le monde, chacun pourra s'y reconnaître et se sentir à égalité avec « les gens d'en haut ». Ainsi dans une livraison du 5 juillet 1977, on peut lire ceci :

*« Moi, Makaya, je vois tous ces hauts fonctionnaires voyager à longueur d'année, de pays en pays, et*

(1) Voir *Géopolitique africaine*, IV, décembre 1986, Dossier Gabon.

(2) Makaya : l'homme de la rue ; grand camarade Makaya d'honneur = le président de la République.

(3) Mamadou : ministres et hauts fonctionnaires.